

TUNISIE

Les dirigeants tunisiens ont signé la nouvelle Constitution

Le chef de l'Etat tunisien Moncef Marzouki, le Premier ministre sortant Ali Larayedh et le président de la Constituante, Mustapha Ben Jaafar ont signé hier la nouvelle Constitution du pays, un événement historique pour le berceau du Printemps arabe.

M. Marzouki a été le premier à parapher le texte, adopté la veille plus de trois ans après la révolution, embrassant le document et brandissant les doigts en signe de victoire.

La Constitution doit désormais être publiée au Journal officiel avant d'entrer en vigueur par étapes.

Dans un discours quelques minutes plus tôt, M. Marzouki avait salué une «victoire contre la dictature», tout en jugeant encore «long» le chemin à parcourir pour enraciner les valeurs démocratiques, alors que des élections doivent se tenir en 2014. «Avec la naissance de ce texte, on entérine notre victoire contre la dictature», a-t-il déclaré, en référence au régime déchu de Zine El Abidine Ben Ali.

Le chemin est encore long. Il reste un grand travail à faire pour que les valeurs de notre Constitution fassent partie de notre culture», a souligné le président tunisien.

«C'est la poursuite de notre victoire sur le terrorisme, c'est une victoire pour nous

tous», a ajouté le chef de l'Etat. «Vive la démocratie, vive la Tunisie», a-t-il lancé lors de ce discours devant l'Assemblée nationale constituante, avant de scander en guise de conclusion «Fidèles, fidèles au sang des martyrs de la révolution».

La Tunisie a été déstabilisée depuis sa révolution de janvier 2011 par l'essor d'une mouvance djihadiste armée responsable notamment des meurtres de deux opposants.

Le pays commence tout juste à sortir de la profonde crise politique déclenchée par l'assassinat du député Mohamed Brahmi en juillet dernier.

«Nous avons été à quelques pas du précipice», a rappelé le président de l'Assemblée Mustapha Ben Jaafar.



Moncef Marzouki, Président de la République tunisienne.

Photo : DR

ÉGYPTE

L'armée donne mandat à son chef Sissi pour se présenter à la présidentielle

L'armée a donné mandat hier à Abdel Fattah al-Sissi, son chef à peine promu maréchal, pour se présenter à l'élection présidentielle, une annonce sans surprise pour le nouvel homme fort de l'Egypte qui a destitué l'islamiste Mohamed Morsi.

La prochaine étape attendue est la mise à la retraite ou la démission de l'armée du nouveau maréchal, la Constitution interdisant à un militaire de postuler pour la magistrature suprême. Dimanche, Adly Mansour, nommé président le jour même de la destitution de M. Morsi, avait déjà marqué une première étape en annonçant que la présidentielle se tiendrait avant les

législatives et ce, dans les trois mois à venir. Ce calendrier semble taillé sur mesure pour que le maréchal, de loin l'homme le plus populaire du pays, non seulement l'emporte aisément mais s'assure aussi une majorité au Parlement qui sera élu après lui, selon les experts. Hier, lundi, le président Mansour n'avait plus qu'à promouvoir Sissi maréchal, le plus haut grade de l'armée, un

titre présenté par les experts et son entourage comme un hommage appuyé et un «au revoir» de l'armée à son héros. Quelques heures après, sous la présidence de Sissi, le haut-commandement de l'armée se réunissait pour étudier «la demande du peuple» réclamant le maréchal comme président et lui donnait mandat pour le faire, selon l'agence de presse gouvernementale Mena. Au-delà des impératifs constitutionnels, pour Karim Bitar, spécialiste du Moyen-Orient, la promotion à ce grade, le plus élevé de l'armée égyptienne, est «une étape sup-

plémentaire dans la construction politique et médiatique du mythe du sauveur, du héros et de l'homme providentiel». «D'ordinaire, cette distinction n'est octroyée qu'après une grande victoire militaire. Ce qui signifie que l'on a considéré que la répression actuellement en cours et la guerre contre le terrorisme valaient un triomphe sur le champ de bataille», affirme-t-il.

Les médias, à l'unisson de l'armée et de la police, reprennent cette rhétorique de la «guerre contre le terrorisme», et samedi, à l'occasion des célébrations du troisième anniver-

saire de la révolte qui chassa Hosni Moubarak du pouvoir, des milliers d'Egyptiens se sont massés sur l'emblématique place Tahrir pour conspuer les Frères et appeler Sissi à être candidat à la présidentielle. «Je comprends que les gens veulent Sissi comme candidat. Ils ont peur pour leur sécurité et réclament un homme fort», explique Alfred Raouf, cadre du parti libéral Al-Doustour qui a soutenu l'éviction de M. Morsi. Mais, dit-il, «j'aurais préféré une élection présidentielle opposant des candidats civils pour mettre en place une démocratie civile».

LIBYE

Libération des cinq diplomates égyptiens enlevés

Cinq diplomates égyptiens ainsi qu'un autre employé de l'ambassade, enlevés vendredi et samedi, ont été libérés dimanche soir par leurs ravisseurs, a indiqué le vice-ministre libyen des Affaires étrangères, Abderrazak al-Gridi.

«Les cinq diplomates ainsi qu'un autre employé de l'ambassade égyptienne ont été libérés», a indiqué M. al-Gridi. Le res-

pensable libyen avait annoncé plus tôt, la libération de trois d'entre eux, affirmant que les autres devaient être libérés «dans les prochaines heures». «Ils sont actuellement chez eux en sécurité. Ils ont été bien traités et sont en bonne santé», avait-il ajouté, sans donner de détails sur les circonstances de la libération des diplomates égyptiens. Depuis la chute du régime de Mouammar El-Gueddafi en octobre 2011, les autorités de transition se montrent

incapables de rétablir l'ordre et la sécurité dans un pays en proie à l'anarchie et aux violences meurtrières. Elles ne parviennent notamment pas à contrôler des dizaines de milices armées formées par des ex-rebelles et qui font la loi dans le pays. L'ambassadeur d'Egypte en Libye et des dizaines de diplomates ont d'ailleurs quitté Tripoli pour des raisons de sécurité, après l'enlèvement de cinq employés de l'ambassade, a indiqué dimanche à l'AFP

un porte-parole du ministère libyen des Affaires étrangères. «L'ambassadeur et plus d'une cinquantaine de fonctionnaires et diplomates de l'ambassade égyptienne ont quitté Tripoli samedi soir», a déclaré Saïd Lassoued.

Selon lui, la mission diplomatique égyptienne a préféré prendre ses précautions en matière de sécurité après l'enlèvement de cinq de ses membres en moins de 24h entre vendredi et samedi.

70^E ANNIVERSAIRE DU BLOCUS DE LENINGRAD

Le président allemand dit sa honte à Poutine

Le président allemand Joachim Gauck a exprimé sa «profonde honte», dans une lettre à son homologue russe Vladimir Poutine hier, à l'occasion des 70 ans de la levée du blocus nazi de Leningrad.

«L'Allemagne est consciente de sa responsabilité historique pour la souffrance infligée aux habitants de Leningrad (nom soviétique de Saint-Petersbourg, ndr) et pour la brutalité avec laquelle ses soldats, ses troupes et ses commandos SS ont mené la guerre», a écrit M. Gauck, dont la fonction en Allemagne est

essentiellement honorifique. «Je vous le dis, à vous et à votre peuple : nous partageons la souffrance des victimes et nous compassions à la douleur des survivants qui aujourd'hui encore ressentent les séquelles de la guerre», a dit M. Gauck, ancien citoyen de la République démocratique allemande (RDA) com-

muniste. Et d'ajouter, dans cette lettre adressée à M. Poutine — né après la guerre mais qui a révélé en 2012 que son frère aîné était mort en bas âge à Leningrad pendant le siège : «Il est de notre devoir de préserver la mémoire de la souffrance que les Allemands ont infligée aux Russes.» M. Gauck a récemment indiqué qu'il comptait faire une visite d'Etat en Russie dont la date n'a pas encore été communiquée. Alors que la Russie a célébré hier les 70 ans de la

levée du blocus de Leningrad, qui a fait plus d'un million de morts de faim, le Bundestag — chambre basse du Parlement allemand — a rendu hommage aux victimes du national-socialisme, 69 ans après la libération du camp d'extermination d'Auschwitz par l'Armée rouge.

L'écrivain russe Daniil Granin qui a survécu au blocus de Leningrad, est venu témoigner des souffrances de son peuple dans cette ville russe devant les parlementaires allemands. «La

mort venait en silence, chaque jour. En février, près de 3 500 personnes sont mortes de faim chaque jour», a raconté M. Granin, 95 ans, qui a tenu à rester debout pendant toute son allocution de près de quarante minutes.

«Pendant longtemps, je n'ai pas pu pardonner aux Allemands, qui ont anéanti pendant 900 jours les civils (...) Ils ont anéanti des gens qui ne pouvaient pas se défendre», a-t-il déclaré.